POUR ÉCHAPPER À LA TRAQUE DES SERVICES DE SÉCURITÉ

Un nouvel organigramme pour Al-Qaïda

Quatre zones au lieu de six, de nouveaux chefs pour chaque région, des armes plus sophistiquées et des moyens de liaison satellitaire. C'est la nouvelle organisation du GSPC, rallié à Al-Qaïda depuis 2006, adoptée il y a tout juste un mois en vue d'une tentative de redéploiement. Quant au nombre des terroristes toujours en activité, il avoisine, selon des sources sécuritaires, les 1 600 dont 600 sévissent dans la région du Centre et 136 dans le Sud. Ils sont répartis en trois principaux groupes.

Photo : New Press

Le nouveau programme et le renforcement des unités de l'armée ont porté leurs fruits.

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - Le GSPC ne désarme pas. Ce groupe terroriste tente ces derniers temps de se restructurer en adoptant une nouvelle organisation, selon des sources sécuritaires qui affirment que la carte géographique de l'Algérie, qui a été divisée en six zones, a été remplacée il y a tout juste un mois par une autre de quatre zones seulement : Sud-Ouest, Centre, Sud-Est et Sud. Chaque région sous les ordres d'un nouveau chef qui coordonne avec les émirs des groupes sous son commandement. Une manière de se renforcer suite aux nombreux coups assenés par les services de sécurité. Armés de kalachnikovs, de RPG (roquettes propulseuses de grenades), de mortiers, se déplaçant à bord de Toyota Station, les terroristes du GSPC semblent de plus en plus maîtriser les moyens de communication les plus modernes. Ils utilisent même la liaison satellitaire, selon ces sources sécuritaires.

Cependant, le noyau dur des terroristes, selon les mêmes sources, reste au Centre où pas moins de 600 activeraient toujours. Ces éléments sont répartis en plusieurs groupes. Ceux qui suivent de très près la situation sécuritaire dans cette région estiment que les terroristes dans leur quasi-majorité ont des liens familiaux. Ce qui rend toute dénonciation difficile. Les dernières captures renseignent, selon les services de sécurité, sur la nouvelle option de recrutement dans les quartiers pauvres des villes, notamment de la capitale, et précisent également que les discussions dans les maquis sont souvent liées à la situation en Irak.

Pour ce qui est de la région Sud-Est où pas moins de 450 terroristes activent, elle s'étend de Béjaïa, Jijel jusqu'à Tébessa. Il faut préciser que c'est dans cette région du Sud-Est que les entraînements se déroulent. Selon nos sources, la période de l'entraînement de base est de six mois pour chaque nouvelle recrue.

Quant au Grand-Sud, il a tendance à devenir un no man's land, où les terroristes sont bien implantés. Grâce à des alliances familiales tissées avec les chefs de tribu, ils réussissent à circuler en toute liberté.

C'est le cas de Mokhtar Belmokhtar marié avec quatre femmes des quatre tribus différentes du nord du Mali dont la tribu d'El Barabichacha.

Dans cette région, il est bien protégé et contrairement aux informations faisant part de son éventuel réédition, nos sources affirment qu'il ne s'est pas rendu avec quinze de ses hommes. La misère qui sévit dans cette région et l'étendue des lieux a fait de l'espace désertique compris entre au moins cinq pays — Tchad, Mali, Niger, Mauritanie, Algérie — une bande très chaude. Elle est actuellement sous les commandes de Jouadi Yahia. Le nombre des terroristes qui y sévissent ne dépasse pas les 140 répartis en trois groupes principaux.

Le premier composé d'une soixantaine de personnes est sous le commandement de Belmokhtar qui serait en train de négocier pour les otages autrichiens, et ce, depuis 15 jours. Ce groupe est spécialisé dans l'achat des armes et l'approvisionnement. Le deuxième groupe composé de 54 terroristes est sous la tutelle du sinistre Hamadou Abou Zeid, quant au troisième, près de 22 terroristes, il est sous le commandement de Jouadi Yahia. Ce dernier, selon nos sources, aurait quitté la zone Sud vers Tébessa, précisément vers djebel Labiod. Enfin, il est à noter que la lutte antiterroriste dans notre pays a connu un nouvel essor depuis la mise en application du nouveau programme et le renforcement des unités de l'armée, mais il ne faut pas oublier que les terroristes ont réussi à apprendre les techniques d'endurance et de guérilla en milieu désertique.

I. T.

DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS

Le GPL carburant suscite l'intérêt des consommateurs

Selon un bilan établi par les services du ministère de l'Energie et des Mines, concernant la distribution des produits pétroliers, 1475 autorisations ont été accordées au cours de l'année 2007, notamment pour la réalisation de stations-services, l'ouverture de points de vente de GPL, centres enfuteurs et unités de bitume. Selon un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines, ces nouvelles autorisations sont en progression de 8 % par rapport à l'année 2006. Certaines activités sont particulièrement prisées par les investisseurs et concernent en premier lieu les points de vente de carburant comme les stations services et la distribution de GPL-C, ainsi que la distribution des lubrifiants et celles des bitumes, stimulées entre autres projets par celui de l'autoroute Est-Ouest. Cependant, selon le communiqué parvenu à notre rédaction, certaines contraintes ont été relevées et brident le développement des activités de distribution et de stockage des produits pétroliers. Il s'agit essentiellement des difficultés d'obtention de terrains d'assiettes au niveau des grandes villes et des autorisations par les autorités locales. Les coûts d'acquisition des bouteilles de gaz-butane pour les activités d'emplissage et ceux de l'investissement pour la réalisation de centres de stockage et de distribution de carburant restent aussi importants.

Synthèse F. Z. B.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Bouteflika maintient le suspense

Le journal qatari* El Arab *a publié, hier, un entretien de Abdelaziz Bouteflika. Le chef de l'Etat évoque, entre autres, la situation politique et économique de l'Algérie. Il évitera toutefois d'aborder clairement les questions relatives à la révision constitutionnelle et à sa participation à la présidentielle de 2009.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Après les agences de presse Reuters et Itar-Tass, c'est au tour du journal qatari *El Arab* de publier une interview de Abdelaziz Bouteflika. Le président n'a pas échappé à la lancinante question sur la révision constitutionnelle. «La Constitution en vigueur a été adoptée en 1989. Elle a été amendée en 1996. Toute constitution est perfectible aux plans des objectifs et des dispositions à la lumière des difficultés qui en seraient résultées dans la gestion de l'Etat et des besoins nouveaux pour une meilleure visibilité de la relation entre les institutions de l'Etat et entre ce dernier et la société, dans le sens de l'édification du système qui permet de réaliser un renouveau national, conformément aux aspirations du peuple à une véritable démocratie, à la modernité et à la prospérité», a répondu Bouteflika. Le ton employé laisse penser que l'amendement de la loi fondamentale n'est plus à l'ordre du jour. Cette révision annoncée comme inéluctable, semble être reléguée au stade de simple «éventualité». Notons toutefois l'apparition d'un concept nouveau : le renouveau national. Ce dernier est censé instaurer un «système» conforme «aux aspirations du peuple à une véritable démocratie, à la modernité et à la prospérité». Quant à la présidentielle de 2009, Abdelaziz Bouteflika a évité de faire référence clairement à sa participation, se contentant juste d'évoquer l'aspect organisationnel.

Des présidentielles dans les délais

«S'agissant de la prochaine élection présidentielle, elle se tiendra dans les délais fixés par la Constitution, avec l'aide de Dieu, et nous prendrons les dispositions nécessaires pour sa réussite et pour permettre au citoyen algérien d'exercer son droit à choisir son président en toute conviction, souveraineté et liberté.» Néanmoins, en assurant que cette élection aura lieu dans les délais constitutionnels, le chef de l'Etat évacue la possibilité de présidentielle anticipée.

Abordant la question de la réconciliation nationale, *El Arab* tente d'obtenir un bilan de l'initiative de Bouteflika. La publication qatarie n'aura droit qu'à de positives généralités. «La politique de réconciliation nationale suivie par l'Etat en toute sincérité et loyauté a grandement contribué à éteindre le feu de la discorde au sein du peuple et au retour de nombreux jeunes égarés y compris ceux qui étaient en prison et ceux recherchés par la justice, à leur famille et dans la société. La réconciliation nationale a, de même, contribué à aider les familles des victimes à dépasser les retombées de la tragédie et j'entends par victimes tous les morts, les disparus et les invalides.

La réconciliation a également permis de démasquer beaucoup d'organisations terroristes qui activaient sous le couvert politique et qui s'adonnent désormais à la criminalité, au banditisme ou aux attentats à effet médiatique. Ceci a conduit à l'isolement de ces bandes nuisibles et criminelles et à leur rejet par toutes les catégories du peuple.» En fait, il est utile de rappeler que le bilan officiel de la réconciliation nationale n'a toujours pas été rendu public.

Pas de relation terrorisme-situation sociale

Pour ce qui est de la recrudescence des attentats, Abdelaziz Bouteflika estime qu'elle n'a aucun lien avec la situation du front social. «Le terrorisme en Algérie disparaîtra tôt ou tard. Il ne faut pas le lier à la situation du front social qui ne diffère pas beaucoup de ce qui prévaut dans de nombreux pays méditerranéens ou voisins. Il faut savoir que les projets d'investissement en cours d'exécution en Algérie sont susceptibles d'améliorer le quotidien des citoyens et de leur pouvoir d'achat et de créer des emplois», a-t-il indiqué. Sur le plan économique, le président dresse un bilan plus que positif de ses 9 années passées à la tête de l'Etat. Selon lui, les projets et les réformes lancés visent à permettre à l'Algérie de diversifier son économie. «L'Algérie œuvre aujourd'hui à développer des activités économiques dans lesquelles elle jouit d'une haute compétitivité et ce, en adoptant les stratégies nécessaires dans différents segments de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et des services.»

T. H.